

# PROJET D'APPUI À LA CRÉDIBILITÉ ET À LA TRANSPARENCE DES ÉLECTIONS AU BURKINA FASO



# INTRODUCTION

## PACTE-BF :

Projet d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence des Élections au Burkina Faso

Financé par:

l'**Union européenne**,

le **Grand-Duché de Luxembourg**,

la **République d'Autriche**,

la **République Fédérale d'Allemagne**,

la **République Française**

le **Royaume du Danemark** avec la contribution additionnelle du **Canada** via le **FCIL (Fonds canadien d'initiatives locales)**

Durée :

**Jusqu'à fin août 2016**

Partenaires :

l'**Observatoire de Pavie** et le **Centre pour un Leadership Créatif**

Toutes les activités sont mises en œuvre en collaboration étroite avec la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) du Burkina Faso.



## PACTE-BF – objectif transparence !

Tous les experts d'ECES partagent une conviction : **celle que la transparence doit être au cœur du processus** car elle seule peut lancer le cercle vertueux de la confiance menant à l'apaisement et à l'acceptation des résultats des élections par la population.

C'est pourquoi dans un contexte d'élections de fin de transition et un passé fait de cycles électoraux caractérisés par une faible participation, **ECES, via le projet PACTE-BF, a porté une attention particulière aux activités contribuant à la transparence du processus électoral**, destinées tout autant à accroître la participation qu'à éviter les conflits potentiels liés aux élections.

Conçu de manière à s'aligner sur les différents besoins exprimés par la CENI, le projet PACTE-BF comprend plusieurs volets d'intervention, chacun contenant une ou plusieurs activités :

Volet 1 : l'appui juridique

Volet 2 : le renforcement des capacités

Volet 3 : le monitoring des médias et la communication institutionnelle

Volet 4 : l'appui logistique

Volet 5 : l'acquisition du matériel électoral

Volet 6 : la transmission des résultats

Volet 7 : la préparation des élections municipales

PACTE-BF est un panier commun multi-bailleurs, composé de 8 contrats différents, d'un montant total de 7 368 601,66 euros.

Pour la mise en oeuvre de PACTE-BF, tous les bailleurs se sont alignés sur les procédures du PRAG (le Guide pratique des procédures contractuelles pour les actions extérieures de l'Union Européenne).

Dans le cadre du PACTE-BF, ECES a recruté 24 experts internationaux et 26 experts nationaux.

L'équipe du projet PACTE-BF peut également compter sur la supervision et l'expertise du siège d'ECES, assurées par son Directeur Exécutif et sa Coordinatrice des programmes.



*Une partie de l'équipe PACTE-BF attendant le résultat des élections*

Mise en oeuvre :

**Centre Européen d'Appui Electoral (ECES) :** fondation privée sans but lucratif basée à Bruxelles, spécialisée dans l'appui au cycle électoral, notamment dans les contextes de post-conflit et de sortie de crise.

**De février 2012 à début 2016, ECES a signé plus de 60 contrats** d'appui électoral et de renforcement des institutions démocratiques, fournissant conseil, appui opérationnel, gestion de projets et paniers communs.

**ECES a œuvré dans plus de 35 pays**, principalement, mais pas exclusivement, en Afrique et au Moyen Orient.

ECES bénéficie d'une **large expérience et d'une solide expertise dans les projets d'appui électoral à travers le monde** et peut actuellement compter sur un réseau solide et étendu de plus de 70 partenaires de par le monde.

Dans le cadre de ses projets, et afin d'assurer les standards professionnels les plus élevés et des services de qualité, **ECES a recruté plus de 350 experts électoraux internationaux et plus de 350 agents locaux.**

Site Internet : [www.pacte-burkinafaso.eu](http://www.pacte-burkinafaso.eu)



Le Directeur Administratif et Financier de la CENI (DAF), Martin Banse, valide l'échantillon des urnes. La validation de chaque échantillon du matériel électoral est effectuée conjointement par le DAF de la CENI, le responsable d'ECES au Burkina Faso et le fournisseur sélectionné.

## ELECTIONS LÉGISLATIVES ET PRÉSIDENTIELLE

### Matériel destiné aux bureaux de vote :

- 28 000 urnes
- 28 000 couvercles
- 154 560 classeurs cartonnés pour la présidentielle
- 77 280 classeurs cartonnés pour les législatives
- 30 912 cartons de transport pour la présidentielle
- 15 456 cartons de transport pour les législatives
- 26 600 lampes avec piles
- 20 420 gilets électoraux (fabriqués au Burkina Faso)

### Matériel destiné aux Centres Communaux de Compilation des Résultats :

- 383 groupes électrogènes
- 383 imprimantes laser
- 383 scanners
- 383 régulateurs de tension
- 383 onduleurs
- 383 protecteurs de surcharge électrique
- 4 serveurs FTP
- 50 switches de 8 ports
- 1 487 cartouches d'imprimantes

### Matériel sensible :

- 480 000 scellés
- 380 000 enveloppes sécurisées

## APPUI OPÉRATIONNEL ET ACHAT DU MATÉRIEL ÉLECTORAL

Dans le cadre de son soutien opérationnel à la CENI, ECES a participé à trois grandes activités :

### 1 La gestion des appels d'offres et la passation de marchés publics de matériel électoral

**ECES a procédé**, pour le compte de la CENI, à l'achat de matériel électoral par l'intermédiaire d'appels d'offres conduits dans le respect des procédures de l'UE en la matière. L'organisation efficace des appels d'offres par ECES avec l'adoption de spécifications techniques plus étendues, permettant une plus grande concurrence et ainsi des offres plus compétitives, ont permis de substantielles économies sur l'approvisionnement en :

- Urnés
- Scellés
- Enveloppes sécurisées
- Cartons de transport
- Classeurs cartonnés
- Lampes.

La gestion efficace de cet appel d'offres a permis 35% d'économies sur le budget initial, soit l'équivalent de 957 901 euros, basé sur le prix unitaire calculé sur la base d'achats effectués lors de processus électoraux précédents. L'argent ainsi épargné a permis le financement d'activités additionnelles de la CENI en accord avec les bailleurs du Pacte-BF. Dans cette perspective, deux appels d'offres supplémentaires ont été lancés, permettant à la CENI d'acquérir du matériel informatique et électrique pour les Centres Communaux de Compilation des Résultats (CCCR) et des gilets électoraux pour les membres des bureaux de vote.

De plus, afin de respecter les spécifications établies par la CENI, ECES a organisé des missions d'inspection dans les sites de production des urnes et des scellés, afin de superviser la qualité du travail et d'être en mesure d'apporter des modifications si nécessaire et d'éliminer tout défaut de production.

Etant donné un calendrier électoral très serré, les appels d'offres ont été lancés avec une clause suspensive tout de suite après la signature du contrat de projet entre ECES et les bailleurs de Pacte-BF. Cette mesure s'est avérée cruciale pour le respect du calendrier électoral et des règles de l'UE pour la passation de marchés.

Comme indiqué dans le Guide pratique des procédures contractuelles pour les actions extérieures de l'UE (PRAG), un comité d'évaluation était en charge du processus de sélection pour chaque appel d'offres. Présidé par l'expert en procédures européennes de Pacte-BF, le comité était composé de représentants d'ECES et de la CENI et de représentants de bailleurs et des institutions gouvernementales burkinabè concernées, comme observateurs. Les représentants des soumissionnaires étaient également présents pendant l'ouverture de leurs offres.

Afin d'assurer la confidentialité et la neutralité des appels d'offres, les évaluateurs d'ECES et de la CENI ont signé à cet effet la documentation nécessaire. Afin d'assurer la transparence et l'inclusivité du processus de passation de marchés publics et afin d'assurer la stricte égalité des chances parmi les soumissionnaires, toute l'information relative à l'appel d'offres était accessible sur les sites web et la presse locale et internationale. De plus, Pacte-BF a organisé deux sessions d'information sur les procédures européennes pour l'attribution locale de marchés de fournitures et de services (mi-juin 2015) dans ses locaux à Ouagadougou.

Dans le cadre de PACTE-BF, les appels d'offres suivants ont été lancés et attribués :

- ECES/PACTE-BF/AO/FO-01/2015 pour la fourniture d'urnes, scellés, enveloppes sécurisées, cartons de transports, classeurs cartonnés, lampes et batteries ;
- ECES/PACTE-BF/AO/FO-03/2015 pour la fourniture de codes électoraux imprimés ;
- ECES/PACTE-BF/AO/FO-04/2015 pour la fourniture de gilets électoraux ;
- ECES/PACTE-BF/AO/FO-05/2015 pour la fourniture d'équipements électriques et informatiques aux Centres Communaux de Compilation des Résultats (CCCR)
- ECES/PACTE-BF/SE/FO-01/2015 pour la fourniture d'un outil de tirage au sort de l'ordre des candidats sur le bulletin de vote.

Des contrats publics d'un montant total de 3 476 000 euros ont été signés avec les fournisseurs après le processus d'attribution.

Il convient de mentionner **qu'ECES a assuré l'approvisionnement du matériel électoral sans ne répercuter aucun coût additionnel aux habituels 7% de frais administratifs du montant total du projet, comme prévu par le PRAG.** Alors même que d'autres organisations internationales effectuant des approvisionnements de matériel électoral, y compris pour l'UE, sont autorisées à facturer 5% supplémentaires du montant total du contrat public, selon leurs procédures standards internes.

## 2 L'achat du matériel électoral et la livraison à la CENI

ECES a procédé à l'achat d'un total de 584 palettes de matériel électoral destiné aux bureaux de vote et a assuré le suivi de sa livraison par les différents fournisseurs directement dans les entrepôts de la CENI à Ouagadougou. A cela s'est ajouté l'achat et la livraison de la totalité du matériel destiné à la transmission électronique des résultats par les Centres Communaux de Compilation des Résultats (CCCR). La remise du matériel s'est faite au fur et à mesure assurant sa mise à disposition rapide pour permettre à la CENI de procéder à son déploiement sur le terrain.



Cérémonie de remise du matériel électoral à la CENI en présence des bailleurs du projet



Remise officielle du matériel électoral à la CENI par les bailleurs et visite de l'entrepôt

### ELECTIONS MUNICIPALES

#### Fourniture de matériel :

- 2 imprimantes géantes presses numériques
- 35 consommables compatibles avec ces imprimantes
- 3 000 cartes vierges en PVC
- 65 kits de consommables pour imprimantes à cartes PVC
- 1 850 cartouches d'encre pour imprimantes
- 62 containers de 40 pieds pour le stockage du matériel électoral au niveau provincial (ECES fait livrer aux chefs lieux de province)

#### Prestation de service :

- Impression de deux listes électorales de 300 000 pages chacune.
- Archivage des documents électoraux exécuté par une entreprise burkinabè.
- Transport de 58 containers de Ouagadougou vers les chefs lieux de province.

Depuis le début de leur mission et en particulier lors des phases sensibles d'exécution des opérations électorales, les experts d'ECES ont assuré un soutien permanent aux activités coordonnées par le Directeur administratif et financier de la CENI. Leur expertise s'est portée notamment sur l'identification des lieux de stockage, le recrutement, la formation des manutentionnaires, l'amélioration des procédures de fonctionnement des entrepôts et le conseil opérationnel.

**Une des phases opérationnelles importantes a été l'appui à l'organisation de la constitution des « kits électoraux » destinés à permettre l'acheminement efficace du petit matériel nécessaire au fonctionnement des bureaux de vote.** La mise en kits de ce petit matériel, sans laquelle il aurait été difficile d'en assurer le suivi individuel jusqu'au bureau de vote, a permis d'assurer que les kits étaient complets sur l'ensemble du territoire. La conception et la mise en œuvre du plan de déploiement du matériel électoral dans les bureaux de vote sont restées de la responsabilité de la CENI.

**Une grande cérémonie a eu lieu le 7 octobre 2015 au Palais des Sports de Ouaga 2000,** entrepôt temporaire de la CENI, pour permettre aux bailleurs représentés par l'Ambassadeur de l'Union Européenne, S.E. Jean Lamy, de remettre officiellement le matériel à la Commission Electorale.

Organisée juste après la fin du putsch manqué, **cette cérémonie a marqué pour le pays la remise sur les rails du processus électoral** et la confirmation que la CENI était prête à mettre en œuvre les élections dès que leur date serait arrêtée par les autorités compétentes. **En tant que première allocation publique du Président de la CENI après ces événements, cette cérémonie a donc revêtu une symbolique forte qu'ECES a été fier d'accompagner.**



Equipes préparant les kits électoraux : gilets, encre, enveloppes sécurisées, signalétiques des bureaux de vote, scellés, stylos, enveloppes cartonnées, etc.

## SUIVRE LE PROCESSUS ET L'IMAGE DE LA CENI AU PLUS PRÈS

**Le monitoring des médias est un outil permettant aux membres de la CENI d'être informés du discours autour du processus électoral dans les médias et de soutenir la communication institutionnelle de la CENI** dans sa stratégie de longue durée tout en lui donnant les moyens de **réagir de façon opportune à d'éventuelles situations de crise.**

Le monitoring des médias a ainsi permis d'apprécier : 1) La qualité de la couverture du processus électoral dans ses aspects techniques, de la CENI et de ses représentants. 2) Les principaux thèmes qui caractérisent la période électorale et leur manière de représentation. 3) Le ton de la couverture de la CENI et des différents aspects du processus par les médias. 4) La propension des différents médias à l'équilibre, la neutralité et la précision ou, au contraire, la tendance à la partialité et au manque d'objectivité en rapport avec l'organisation du processus électoral.

L'Unité de Monitoring des Médias (UMM) établie par l'expert en monitoring des médias est constituée d'une coordinatrice de l'équipe, de onze agents de monitoring et d'un informaticien. Les agents de monitoring ont été formés à la méthodologie d'analyse qualitative et quantitative élaborée par l'institut de recherche Observatoire de Pavie, utilisée dans de nombreux contextes électoraux. **La méthodologie adoptée dans le cadre du projet PACTE-BF a été adaptée aux besoins de la CENI** et l'échantillon de médias à analyser a été défini avec le Directeur de la communication de la CENI.

## Monitoring des médias audiovisuels, de la presse écrite et de la presse en ligne

L'UMM a produit une **revue de presse raisonnée quotidienne (RdPR)** des médias audiovisuels ainsi qu'une revue raisonnée de la presse écrite et en ligne. L'objectif et la valeur ajoutée de ces revues de presse raisonnées sont de répondre aux besoins d'information de la CENI et d'orienter directement sa communication institutionnelle. **Les RdPR ont été conçues pour fournir à la CENI un aperçu quotidien précis, concis et exhaustif de sa visibilité et de la couverture médiatique du processus électoral.** Les RdPRs sont organisées selon des sections thématiques précédées d'une introduction générale qui présente une synthèse des principaux thèmes électoraux de la journée. La première et principale section thématique est dédiée à « La CENI et au processus électoral » et regroupe toutes les informations en relation avec les aspects techniques du processus électoral. Si une information est diffusée par plusieurs organes de presse, elle est synthétisée dans un seul paragraphe avec une référence à tous les médias qui ont couvert ce sujet. Si le même sujet est couvert sous un angle différent ou avec un ton particulièrement positif ou négatif par un organe de presse, cela est mis en exergue. Les RdPRs sont envoyées quotidiennement aux Président, vice Présidents, Commissaires et Directeur de la Communication de la CENI.

L'échantillon de médias analysé comprend **5** émissions TV, **7** stations radio, **17** titres de presse écrite (quotidiens et magazines) et **5** sites Internet d'information.



L'UMM au travail



Exemples de revue de presse quotidienne



Les agents de monitoring des médias

Les RdPRs sont accompagnées d'un **Focus hebdomadaire de la presse écrite et en ligne** ainsi que d'un **Focus hebdomadaire des médias audiovisuels**. Les focus ciblent seulement la couverture des aspects techniques du processus électoral et permettent au Président et Commissaires de la CENI d'avoir une synthèse claire et exhaustive des interventions des membres de la CENI dans les médias au cours de la semaine et d'avoir un aperçu de la couverture médiatique sur la préparation des élections, par exemple les formations des agents électoraux dans les provinces ou le déploiement des observateurs électoraux nationaux et internationaux dans le pays. De plus, le Focus hebdomadaire des médias audiovisuels a ajouté à une analyse des journaux radios et télévisés en langue française et en langues nationales, celle des émissions radiophoniques interactives et des débats télévisés. Ces types d'émissions se sont révélés très importants pour un suivi du discours et d'éventuelles critiques de l'opinion publique à l'égard du processus électoral.

## Une première pour la CENI, le monitoring des réseaux sociaux

Au cours du coup d'Etat du 16 septembre 2015, plusieurs organes de presse ont été ciblés par des attaques et ont dû cesser leur travail. C'est alors que les réseaux sociaux ont joué un rôle décisif dans la circulation de l'information sur les événements en cours. C'est donc suite à l'importance revêtue par les réseaux sociaux que la CENI a demandé à l'UMM de commencer un suivi des réseaux sociaux en rapport avec le discours électoral. En effet, même si les réseaux sociaux n'ont pas un nombre très élevé d'utilisateurs dans le pays, souvent les informations ou rumeurs diffusées par eux sont ensuite relayées et relancées par les organes de presse traditionnels. Le monitoring des réseaux sociaux s'est intéressé à un échantillon de pages, profils et groupes Facebook ainsi que de comptes Twitter et des hashtags utiles à suivre sur le discours autour du processus électoral. Les pages Facebook et comptes Twitter identifiés appartiennent à des partis et formations politiques, à des candidats à l'élection présidentielle, à des médias burkinabè et internationaux, à des leaders d'opinion ainsi qu'à des organisations de la société civile. Dans l'échantillon, figuraient également des groupes Facebook ouverts aux débats sur la situation sociale et politique du pays.

## Un système d'alerte précoce pour éviter les rumeurs

L'UMM a également offert à la CENI un système de veille et alerte précoce qui a permis d'informer le Directeur de la Communication de la CENI dès que des informations particulièrement sensibles pour le processus électoral ou l'image de la CENI étaient détectées, par exemple des incidents électoraux, des accusations contre la CENI, des accusations de fraude électorale ou des remarques sur l'éventuel dysfonctionnement de l'administration électorale. Ce système d'alerte a été renforcé, au cours du projet, par la possibilité d'observer aussi les réseaux sociaux. Ces derniers offrent un plateau sans aucun filtre pour s'exprimer et constituent donc des terrains favorables au déclenchement de rumeurs ou des critiques à l'égard du processus électoral, ensuite repris par les médias audiovisuels et la presse écrite.

## Un système spécifique pour couvrir la tenue des scrutins et l'annonce des résultats

L'UMM a mis en place un **système de veille et d'alerte ad hoc pour le jour de scrutin**. L'UMM a conduit un suivi en temps réel des réseaux sociaux, de la presse en ligne et de trois stations radios avec la plus grande couverture dans le pays. Les agents de monitoring ont travaillé en rotation dès l'ouverture des bureaux de vote. Le but de ce monitoring était **d'alerter les Commissaires de la CENI sur d'éventuels incidents électoraux dans la région sous leur responsabilité pour pouvoir vérifier l'ampleur du problème et réagir de façon opportune**. De plus, afin de s'assurer qu'aucun candidat ou organisation de la société civile ne publiait des résultats avant la publication des résultats provisoires par la CENI, le monitoring s'est poursuivi lors des phases de dépouillement, de transmission et de tabulation des résultats jusqu'à l'annonce des résultats provisoires par la CENI. Le processus s'étant de l'avis général particulièrement bien passé, il n'y a pas eu des incidents majeurs à communiquer aux Commissaires.



*Visite de l'UMM par les commissions électorales du Bénin et de la République Démocratique du Congo*

L'Electeur : **1 200** exemplaires, **500** destinataires par voie électronique

**f** **3 200** Like  
**t** **2 250** followers

Les campagnes mobiles **en chiffres**  
(présidentielle, législatives et municipales)

**5** types d'affiches ciblant les femmes, les jeunes, les handicapés et luttant contre la fraude et la violence électorale.

**40** bus rejoignant **23** villes.

Affichage de bannières dans **4** gares routières à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

Diffusion en boucle dans les gares routières et les bus de messages contre la violence électorale de **5** personnalités (Mogho Naaba, autorités religieuses, footballeurs...) et de **3** spots appelant à la participation, expliquant comment voter, et prônant la non violence dans les **4** langues officielles.

**90** panneaux 4 x 3 dans tout le pays.

Création et diffusion de **100 000** dépliants et **20 000** affiches expliquant comment voter.



Exemple de bannière, campagne mobile présidentielle et législatives

## LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE, UN OUTIL AU SERVICE DE LA TRANSPARENCE

Dans un contexte fragile et incertain tel que celui du Burkina Faso post insurrectionnel, la transparence de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) était un élément crucial pour assurer la crédibilité du processus.

### L'approche innovante d'ECES

Conscient de cet enjeu, **ECES a proposé et fourni à la CENI une expertise originale et innovante en matière de communication institutionnelle**. En effet, afin de coller au plus près à la réalité et aux besoins des électeurs, les orientations de la communication institutionnelle de la CENI ont été inspirées par les conclusions de l'Unité de monitoring des médias qui analyse le traitement dans les médias de la CENI et du processus électoral. Cette veille, en identifiant sans délai les éventuelles failles de perception des activités de la CENI, a permis d'orienter certaines activités de communication.

Comme la CENI burkinabè menée par le Président Kéré jouissait d'une grande crédibilité, qui ne s'est d'ailleurs jamais démentie au cours du processus, il a été possible de mettre sur pied d'autres activités, créées ex nihilo, dont le but était toujours d'assurer la transparence de l'institution.

**Ce fut le cas des comptes Facebook et Twitter de la CENI qui ont assuré une présence de l'institution sur la toile permettant ainsi de cibler la jeunesse connectée**, dont le rôle fut crucial lors des récents soulèvements. Ces comptes ont permis aux internautes de suivre au plus près l'actualité de la CENI, partageant ainsi ses activités grâce à des photos, des résumés, des échanges et interviews filmées. Cette approche a permis d'aborder des thèmes d'actualité de façon informelle et accessible.

En outre, **une newsletter mensuelle** a été créée : **l'Electeur**, le bulletin des élections. De format électronique et papier (1200 ex), cette gazette compte plusieurs rubriques :

- **l'Actu** : deux articles qui reviennent sur des faits marquants en lien avec le processus électoral
- **En bref** : 4 à 5 brèves sur des informations liées au processus (dons des bailleurs, visites etc...)
- **La loi électorale en un clin d'œil** : un ou des articles du code électoral expliqué(s)
- **Le point sur** : une page dédiée à l'approfondissement d'un thème (les éléments de sécurisation du processus, le fonctionnement et la composition de la CENI etc...)

Cet outil a pour objectif d'informer sur le processus électoral et de prendre le temps de répondre aux questions sensibles afin de rassurer l'électorat.

Parallèlement à ces activités de long terme, des actions plus resserrées dans le temps et ayant un impact immédiat ont été menées **comme une campagne de communication/sensibilisation** à deux semaines des élections incitant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap à voter et dénonçant également la fraude et la corruption électorale. Ceci a assuré la présence et la visibilité de la CENI dans tout le pays tout en relayant des messages forts. Ce support original était une première pour la CENI qui a ainsi pu atteindre des zones très reculées que la sensibilisation plus traditionnelle via les seuls panneaux d'affichage n'aurait pas permis d'atteindre. La CENI a choisi de réitérer pour les municipales.

Enfin, **un concours à destination des jeunes électeurs de 18 à 30 ans** qui votaient pour la présidentielle pour la première fois a été organisé de novembre à fin mai 2016. Il s'agissait de produire une œuvre de poésie/slam ou vidéo ou photo ou dessin/caricature sur le vote libre et la citoyenneté. Trois prix par catégorie étaient à gagner.



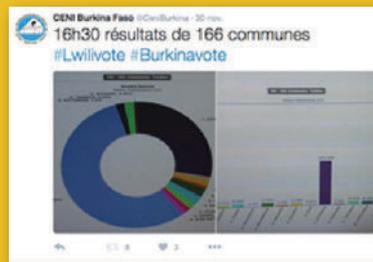
Exemples de bannières apposées sur les bus

### Les réseaux sociaux, pierre angulaire de la publication des résultats en temps réel

Alors que le site web de la plateforme Openelections, partenaire de la CENI dans la transmission des résultats, était rendu inaccessible par une trop forte affluence, ECES a proposé de prendre le relais de la publication en temps réel des résultats sur les réseaux sociaux. Cela a apaisé les mécontentements qui commençaient à se manifester. La nouvelle s'est très vite répandue et la fréquentation des deux sites a immédiatement bondi. D'innombrables tweets et messages de félicitations ont été envoyés d'abord pour féliciter de l'initiative de publication sur ces réseaux puis pour le challenge réussi de publication à J+1 des résultats par la CENI. ECES a ainsi directement contribué à la transparence des résultats, élément clé de l'apaisement et de l'acceptation du verdict des urnes.



Exemples de tweets de félicitations



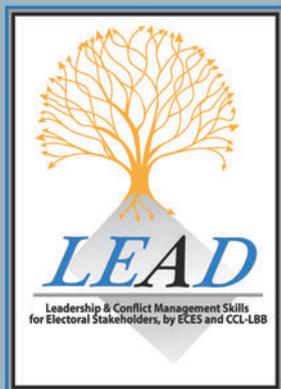
Exemple de tweet donnant les résultats au fur et à mesure de leur compilation, en temps réel

### Communiquer pour rassurer

Lors de l'affaire des prétendues « fausses cartes d'électeur », la CENI ne pouvait communiquer avant que les autorités judiciaires aient rendu leur verdict. La visite du Réseau National de Lutte Anti-Corruption, le RENLAC, fut une opportunité de traiter de cette question à travers les interviews réalisées à l'issue des rencontres, de rassurer la population sur cette question et d'apaiser les esprits avant même la conférence de presse de la CENI.



Newsletter "L'Électeur"



## UNE APPROCHE INNOVANTE AU SERVICE DE LA TRANSPARENCE ET DE LA CRÉDIBILITÉ DU PROCESSUS ÉLECTORAL

La formation en Leadership et gestion des conflits pour les acteurs électoraux (Formation LEAD) **s'inscrit dans la stratégie d'ECES consistant à renforcer au maximum la crédibilité du processus électoral via la professionnalisation de ses acteurs.** Elle part du principe que des acteurs majeurs, formés et appliquant les principes du LEAD, contribueront efficacement à prévenir les tensions électorales.

En effet, grâce à cette formation, les participants acquièrent **des outils pour mieux comprendre et mieux gérer les volatilités, incertitudes, complexités et ambiguïtés inhérentes aux processus électoraux.** Cette meilleure compréhension des enjeux facilite la prise de décision des acteurs électoraux par la formulation de réponses rapides et adéquates.

De plus, **l'approche participative** et engageante de la formation LEAD invite au **partage d'expériences concrètes** entre les participants. Avec l'encadrement et la facilitation des formateurs, les différents acteurs du processus électoral (membres des organes de gestion des élections, société civile, médias, partis politiques, forces de l'ordre et autres) sont plongés **dans un environnement qui leur permet d'exprimer leurs priorités**, leurs contraintes, leurs inquiétudes, de réfléchir aux interdépendances inhérentes à ce contexte. En apprenant à mieux se connaître grâce à l'approche LEAD, ils sont plus à même de faire émerger leurs **capacités de leader.** Cette approche permet aussi de dégager au sein des institutions participantes la notion de **leadership collectif**, qui favorise la circulation de l'information et facilite la collaboration.



Session de débriefing dans la bonne humeur

**Le leadership en matière électorale optimise le travail en équipe, en vue d'un objectif commun, celui de garantir :**

- Des élections transparentes
- Des élections crédibles
- Des élections apaisées
- Des élections honnêtes

### Qu'est-ce qu'une formation LEAD ?

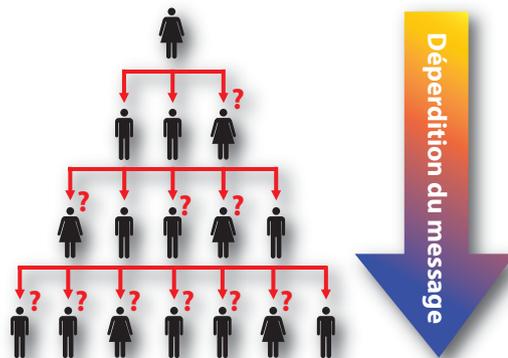
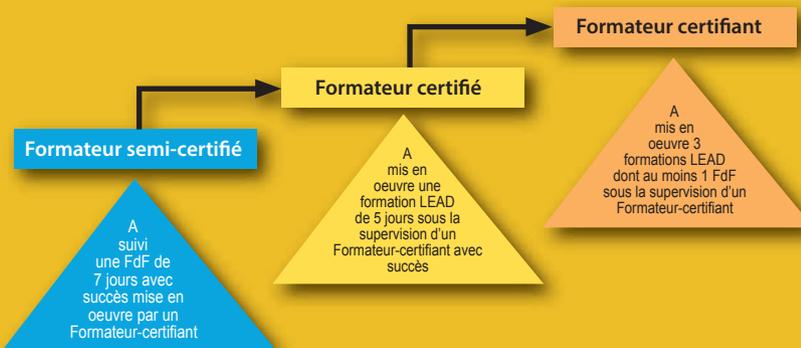
Les efforts de développement des capacités auprès des administrations électorales sont souvent très théoriques sans pour autant transmettre des compétences concrètes et de réelles capacités de leadership, pourtant nécessaires à l'administration électorale afin de prévenir des situations de crises et/ou conflits.

Les experts d'ECES et du Centre pour un Leadership Créatif et de l'Initiative de Leadership au-delà des frontières ont commencé à développer la méthodologie LEAD en 2009, appliquée depuis lors à de nombreuses reprises dans une vingtaine de pays différents, en Afrique et en Europe, et à l'occasion de plus de 80 sessions de formation présentielle. Chacune de ces formations est l'occasion d'approfondir, de contextualiser et d'améliorer le curriculum LEAD, qui est donc le résultat dynamique de recherches détaillées, d'expérimentations intensives et de commentaires de plus de 2050 participants.

**Le programme de formation LEAD vise la pérennisation des acquis** par la mise en place d'un cycle de formation comprenant différentes étapes de certification en vue de créer un pool national de formateurs.

Le système de certification LEAD qui s'articule en trois étapes et est réalisé sous la supervision de formateurs certifiants, permet à la fois de garantir la qualité de la formation réalisée et **d'accroître l'appropriation par les nouveaux formateurs de son contenu.**

- Après avoir suivi une formation de formateurs, le participant devient semi-certifié, c'est-à-dire qu'il est apte à contribuer à la mise en œuvre d'une autre formation LEAD, sous la supervision d'un formateur LEAD senior, qui garantit ainsi la qualité du programme.
- Le formateur semi-certifié devient certifié après avoir contribué avec succès à la mise en œuvre d'une formation LEAD sous la supervision d'un formateur certifié/certifiant.
- Le formateur certifié devient certifiant (c'est-à-dire capable de certifier lui-même de futurs participants et de superviser les formateurs semi-certifiés), après avoir contribué avec succès à la mise en œuvre de 3 formations LEAD et d'une formation de formateurs.



Généralement, plus un message est partagé, plus il est dégradé. Grâce au système de formation LEAD, le message est toujours émis par une source de confiance et donc jamais altéré.



Un énergisant appelé « Lapin-Mur-Flèche »



Remise des certificats à la fin de la formation



### Les principes fondamentaux du LEAD, piliers de la transparence :

- **Direction** : définition et compréhension de l'objectif à atteindre
- **Engagement** : lorsque l'objectif encourage la mobilisation des individus dans l'atteinte de celui-ci.
- **Alignement** : lorsque les engagements individuels se fédèrent pour ne faire plus qu'un engagement collectif.

### Le LEAD au Burkina Faso en chiffres :

- **22** formations dont **13** en régions et **1** formation de formateurs
- **640** personnes formées
- **39** formateurs certifiés
- **7** formateurs certifiants



Interview du Commandant de gendarmerie Evrard Somda

## La formation LEAD, tout un programme

Le Projet d'Appui à la Transparence et à la Crédibilité des Elections au Burkina Faso (PACTE-BF) a conduit un programme ambitieux de formation en leadership et de gestion des conflits électoraux. Une première grande formation de **formateurs LEAD** de 8 jours a permis de **former 39 personnes dites « semi-certifiées »** essentiellement issues de la CENI et de ses démembrements. Celle-ci a marqué le début d'une série de formations en cascade qui se sont déroulées dans les 13 régions du Burkina Faso.

Ce programme de formation LEAD a donc permis de former, au cours d'une série de **22 formations en cascade, plus de 640 personnes** sur l'ensemble du territoire burkinabè. **Sur les 39 personnes ayant suivi la formation de formateurs, 39 ont été certifiées et 7 sont devenues certifiants** (5 hommes et 2 femmes). Ce processus de formation permet au Burkina Faso de disposer d'un nombre suffisant de formateurs certifiés et certifiants LEAD qui peuvent désormais, en toute autonomie, dupliquer ces formations dans ce pays ou à l'étranger.

D'ailleurs, le programme LEAD, qui capitalise l'échange d'expérience, a très vite porté ses fruits puisqu'un formateur burkinabè certifiant a été envoyé en Guinée et au Bénin pour dispenser une formation LEAD.

# “ Le LEAD, une expérience transformationnelle ”

*Interview du Commandant de gendarmerie Evrard Somda, point focal de la sécurité pour la CENI, qui a suivi la formation de formateurs et a ensuite été certifié à l'occasion d'une formation en cascade :*

**Question** : Commandant Evrard SOMDA, vous avez suivi la formation LEAD. Est-ce que vous pouvez nous expliquer dans quel cadre vous l'avez suivie et à quel titre ?

**Réponse** : J'ai suivi la formation LEAD en tant que cadre des forces de défense et de sécurité, particulièrement en tant que point focal de la sécurité auprès de la CENI pour l'organisation des élections.

**Q** : Qu'est-ce que cette formation vous a apporté ?

**R** : La formation LEAD est par essence une formation innovante et transformationnelle. Je veux dire par là que la formation LEAD, c'est l'intersection parfaite entre le leadership et tout domaine de métier qui soit, particulièrement pour moi, cadre des forces de défense et de sécurité. **La formation LEAD m'a permis d'appréhender autrement les événements, de les planifier, de les gérer en tenant compte de beaucoup de facteurs, et d'être en mesure d'anticiper d'éventuels conflits ou difficultés qui pourraient survenir.** Donc en cela, je peux dire que la formation LEAD a transformé ma manière de voir les choses et de gérer les événements.

**Q :** Comment exactement ? Qu'est-ce que vous auriez fait avant et que vous avez fait différemment par la suite ?

**R :** Avant par exemple, nous étions plus prompts à gérer les problèmes. **Aujourd'hui, nous sommes alertés à d'abord les anticiper, à aller vers les sources des problèmes pour les anéantir, justement pour éviter de les gérer.** Et cette nouvelle méthode est innovante, en ce sens que le but est d'avoir une même vision et de mettre en œuvre des activités pour atteindre l'objectif qu'on s'est fixé au départ. Donc si on peut, à travers une formation adaptée à une pédagogie selon laquelle l'apprenant participe à sa propre formation, anticiper sur les sources éventuelles des problèmes, ça nous permet d'atteindre plus facilement l'objectif qu'on s'est fixé.

**Q :** Avez-vous eu l'occasion de mettre en pratique ce que vous aviez appris pendant cette formation ?

**R :** Tout à fait, durant les élections qui viennent d'avoir lieu et qui ont été vraiment un succès éclatant, il y a eu quand même quelques petites difficultés que cette formation en leadership nous a permis de rattraper rapidement et de gérer pour que tout se passe au mieux au soir du 29 novembre.

**Q :** Avez-vous des exemples ?

**R :** Il y a beaucoup d'exemples ! Vous savez qu'au début, à l'ouverture des bureaux de votes, certains bureaux n'avaient pas encore reçu tout le matériel électoral. Nous avons anticipé et mis à la disposition du magasin central de la CENI un certain nombre de véhicules pick-up prêts à déployer le matériel aux endroits où il manquait, pour que les électeurs qui étaient alignés et qui s'impatientsaient pour voter, puissent le faire. C'est un exemple. Deuxièmement, on a eu à appuyer les équipes de la CENI pour envoyer des équipes en régions dans le but de changer une partie de leur matériel informatique qui avait des pannes techniques. **Donc ces scénarios-là ont été prévus à l'avance afin d'éviter qu'un quelconque problème ne vienne entraver le bon déroulement des élections.**

**Q :** Donc recommanderiez-vous ce type de formation ?

**R :** Je recommande fortement les types de **formation LEAD** parce que comme je l'ai dit, c'est **une formation à la fois adaptée au niveau des décideurs, adaptée au niveau des exécutants sur le terrain**, adaptée à toutes les composantes de la société, et c'est une formation qui, au-delà du domaine professionnel, **sert dans votre vie** parce que ça vous permet de comprendre comment autrui fonctionne, de l'appréhender avec beaucoup plus de tact et d'atteindre les objectifs qu'on s'est fixés selon l'événement qu'on a à gérer.



*L'exercice de la tour de papier qui vise à faire émerger la notion de leadership collectif*



*Débriefing collectif sur la session intitulée «le panorama des valeurs»*



*Le Commandant Somda donnant une formation*

## ECES, AUX CÔTÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DE LA CENI DANS LE RENFORCEMENT DE LA TRANSPARENCE



Les partenaires de la CODEL : ECES, One World et Diakonia



Capture d'écran du site [www.burkinavote.com](http://www.burkinavote.com)



Table ronde autour du Président de la CODEL, Maître Halidou Ouedraogo, le vice Président de la CENI, M. Joachim Bagnan et le Directeur Général des Elections du Sénégal, M. Oumar Top

Faute d'une bonne compréhension mutuelle de leur rôle spécifique, des antagonismes importants peuvent exister entre les Organes de Gestion des Elections (OGE) et les sociétés civiles engagées dans une observation électorale citoyenne, bien que ces deux acteurs majeurs contribuent, chacun à leur façon, à la crédibilité des élections.

**ECES s'est toujours engagé aux côtés de celles et ceux qui contribuent à la transparence des processus électoraux.** Le renforcement des capacités des plateformes nationales d'observation électorale fait donc partie intégrante de la **stratégie d'ECES qui les considère comme des acteurs cruciaux du cycle électoral.**

Au Burkina Faso, la CODEL (la Convention des Organisations de la Société Civile pour l'Observation Domestique des Elections) a décidé de mettre en place un comptage parallèle des votes (*voir encadré 1*) afin de vérifier, en toute indépendance, les résultats officiels des élections. Cet exercice délicat et technique pouvant impacter négativement le processus s'il n'est pas bien réalisé, la CENI a sollicité ECES pour la mise à disposition d'une expertise auprès de la CODEL qui permette de renforcer la crédibilité de ce mécanisme d'observation électorale citoyenne. Cette initiative a marqué le début d'une bonne coopération entre la CENI et la société civile.

C'est ainsi qu'**ECES a apporté un soutien technique et opérationnel déterminant dans la mise en œuvre du comptage parallèle des votes et de l'Election Situation Room (ESR)**, cette unité de veille citoyenne visant à observer les élections (*voir encadré 2*). **ECES a clairement marqué son soutien aux efforts de la société civile pour renforcer l'acceptation des résultats et contribuer ainsi à l'apaisement du paysage politique.**

Ce soutien technique et opérationnel a pris plusieurs formes :

- 1) **Le Centre européen d'appui électoral a détaché auprès de la CODEL un expert en comptage parallèle des votes (PVT).** En collaboration avec des partenaires tels que OneWorld, NDI et Diakonia, l'expert PVT d'ECES a permis à la CODEL de se doter d'un outil efficace et crédible.
- 2) ECES a organisé et soutenu la **visite à Dakar d'une délégation composée des membres de la CODEL, du vice Président de la CENI et de son Directeur de la Communication ainsi que des représentants de Diakonia** (partenaire technique de la CODEL). Cette visite a été l'occasion de tenir une table ronde entre les représentants des sociétés civiles sénégalaises et burkinabè et les plus hautes autorités des OGE du Sénégal et du Burkina Faso afin de partager la riche expérience sénégalaise. La réunion s'est tenue dans les bureaux d'OSIWA, partenaire d'ECES.

Ainsi, ECES s'est posé en trait d'union entre la CODEL et la CENI pour entretenir et renforcer la bonne coopération entre ces deux acteurs majeurs du processus électoral.

- 3) Franck Balme, expert électoral sénior du Pacte-BF, fort d'une longue expérience dans le domaine de l'observation électorale citoyenne, a **apporté un soutien régulier et important à la CODEL dans sa conception de la communication et de la méthodologie d'observation.**
- 4) A l'occasion des élections en Côte d'Ivoire, ECES a envoyé à **Abidjan une délégation composée des membres de la CODEL, de NDI et de Diakonia. Le but de cette visite était de rencontrer la POSCOCI** (Plateforme des Organisations de la Société Civile pour l'Observation en Côte d'Ivoire) et d'observer la mise en place ainsi que le fonctionnement de leur ESR le jour des élections.
- 5) Toujours dans un souci de favoriser l'échange d'expériences et de renforcer les capacités de la CODEL dans la mise en œuvre de la Situation Room (voir plus bas), **ECES a fait venir de Dakar deux expertes d'OSIWA** quelques jours avant les élections. Ces deux expertes ont accompagné la CODEL tout au long du processus électoral, conseillant les différents intervenants participant à la prise de décision et l'élaboration de la stratégie de communication le jour de l'élection, ainsi que dans la phase post-électorale.

#### **Le comptage parallèle des votes (Parallel Vote Tabulation, PVT) : un exercice aussi utile que périlleux**

Le but principal du PVT est de contribuer à une meilleure acceptation des résultats lorsque ceux-ci viennent corroborer les résultats officiels de l'OGE. Dans le cas contraire, si les résultats divergent, ils peuvent conduire les OGE à revoir certains résultats.

Cette technique complexe vise à obtenir une estimation assez précise des résultats sur la base d'un échantillon statistique, aléatoire et représentatif, de bureaux de vote. Pour ce faire, la CODEL a déployé plus de 251 observateurs dit « piquets » dans les 13 régions et 45 provinces du Burkina Faso. Ces observateurs ont remonté à la Situation Room les résultats du dépouillement des 251 bureaux de vote observés.

Selon la législation burkinabè, seule la CENI est habilitée à publier en premier les résultats provisoires. La CODEL s'étant engagée à respecter scrupuleusement la loi, celle-ci n'a annoncé les résultats du PVT que le lendemain de la publication officielle de la CENI.

Les résultats du PVT sont finalement venus confirmer les résultats provisoires de la CENI. A titre d'exemple, selon la CENI, le candidat Roch Christian Marc Kabore a reçu 53,49 % des suffrages exprimés et les tendances de la CODEL ont, quant à elles, indiqué 53,60 %.

Dans cet exercice périlleux, la CODEL a su faire preuve d'une grande précision et d'une grande rigueur méthodologique rendant le PVT crédible et fiable.

- 6) A travers différentes rencontres, **les plus hautes autorités de l'Etat ont encouragé et soutenu l'initiative de la CODEL et ont félicité les partenaires techniques et financiers de ce projet.** Ainsi, les représentants d'ECES ont été reçus en audience par le Premier ministre Zida et le Président du Conseil National de Transition (CNT), M. Cheriff Moumina Sy.

*Diakonia et Oneworld partenaires d'ECES pour la mise en œuvre de l'Election Situation Room de la CODEL*



*Franck Balme dans les bureaux d'Osiwa à Dakar*



*L'Election Situation Room de la CODEL*

L'Election Situation Room (ESR) est une cellule de veille citoyenne qui consiste à centraliser les informations d'observateurs déployés sur le terrain qui envoient leurs données sur un site internet via des sms.

**L'ESR est composée de 3 chambres :**

- 1) Une **chambre technique** composée de volontaires qui collectent l'information du terrain.
- 2) Une **chambre intermédiaire** ou dite « d'analyse ». Celle-ci est composée d'experts électoraux, de juristes, de spécialistes en diverses questions relatives au genre, aux conflits électoraux, etc..... Cette chambre vise à analyser les données qui remontent du terrain.
- 3) Une **chambre de décision**. Celle-ci consiste à déterminer la position de la CODEL sur la base des informations analysées par la chambre intermédiaire. C'est dans cette chambre qu'est produite la déclaration préliminaire et que se tiennent les conférences de presse.



Rencontre avec le Premier ministre Zida



Audience avec le Président du Conseil National de Transition, Cheriff Moumina Sy

## Comment fonctionne le PVT ?

La méthodologie PVT permet de vérifier, de manière indépendante, les résultats officiels des élections en se basant sur une analyse précise des données. Selon la méthodologie utilisée pour la tabulation parallèle, les citoyens observateurs assistent au dépouillement et transmettent par SMS les **résultats officiels** tels qu'ils apparaissent dans les procès-verbaux du bureau. Le calcul statistique est ensuite fait au niveau central par des spécialistes pour aboutir à des résultats présentant une faible marge d'erreur. Ceci permet la **vérification des résultats officiels en les comparant aux résultats déduits du PVT, toujours présentés sous forme de marges.**

Les observateurs de la CODEL sont déployés selon un échantillon statistiquement représentatif des bureaux de vote.



1

Les observateurs rapportent aussi les résultats officiels des bureaux de vote où ils sont affectés.



3

Les résultats de l'observation se basent sur une analyse approfondie de ces données pour donner une évaluation fiable du processus et permettre la vérification des résultats officiels du scrutin.



5

2



Ils remplissent des formulaires qui couvrent plusieurs aspects du déroulement du scrutin.

4



Pendant toute la journée du scrutin, les observateurs envoient leurs rapports par SMS à une base de gestion des données.

La tabulation parallèle ne sonde pas les choix des citoyens, elle ne se base pas sur un sondage à la sortie des bureaux mais sur la collecte et le calcul des résultats officiels rendus publics dans un échantillon représentatif de bureaux de vote observés.

## LE DESIGN DU BULLETIN DE VOTE : DES CONSIDÉRATIONS TECHNIQUES POUR UN ENJEU POLITIQUE

**Le bulletin de vote est un élément clé de tout processus électoral.** Son design et sa méthode de fabrication sont cruciaux pour le succès et la transparence des élections. Des recherches menées antérieurement, ayant examiné de nombreux aspects du bulletin pour étudier son effet sur le comportement des électeurs, ont montré que l'ordre des noms des candidats, la typographie du texte ou l'apparence des logos ou photos ne sont pas des éléments neutres.

Pour garantir un traitement équitable des candidats, c'est un tirage au sort qui a attribué à chacun sa place dans le bulletin. Ensuite, **c'est l'expert graphiste d'ECES qui a garanti l'équité des candidats à travers un traitement informatique de leur logo en fonction de règles identiques pour tous** (fonds, couleurs de base, modèles). En raison de la piètre qualité des images, souvent reçues dans un format réduit ou en version numérisée, **l'expert ECES a retouché pas moins de 99 logos et a ainsi été impliqué dans toutes les phases de la création des bulletins.**

### Un contrôle tout au long du processus

ECES a non seulement été chargé par la CENI de créer le design mais aussi de sécuriser les bulletins de vote des élections de 2015 afin de **rendre impossible leur reproduction et donc d'empêcher toute fraude dans ce domaine.** Pour ce faire, plusieurs options existent.

Parmi les différentes solutions qu'ECES a proposées, la CENI a choisi comme mode de sécurisation des bulletins, la micro impression, qui par la présence d'un élément (texte ou fond) minuscule invisible à l'œil nu, en garantit l'authenticité, en plus de la technique de la photochromie, qui se base sur l'utilisation d'une encre spéciale dont la couleur change en fonction de la lumière.

Quatre imprimeries ont été chargées de la production des bulletins de vote, sélectionnées sur appel d'offres. Cela a bien sûr représenté un défi en termes de cohérence et de garantie de qualité égale. C'est pourquoi **les quatre graphistes burkinabè supervisés par l'expert ECES étaient 24h/24, 7j/7 dans les locaux des imprimeries pour en contrôler la production.** Le processus de transfert de documents à l'imprimerie a suivi une procédure de sécurité stricte définie par la CENI.



*La CENI présentant le bulletin aux partis politiques pour validation*



*Les experts graphistes en plein contrôle qualité des bulletins avec la CENI*



*Le Président Kéré offrant un spécimen de bulletin de vote aux candidats*

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PRÉSIDENTIELLE

En tout **46** bulletins de vote ont été créés : un pour chacune des **45** provinces et 1 pour l'élection présidentielle.

**2** types de designs ont été créés : **1** spécimen que les candidats pouvaient utiliser pour la campagne et **1** authentique, pour le jour des élections. Seul le motif de fond les différencie.



Bulletin des législatives



Bulletin de la présidentielle

## ÉLECTIONS MUNICIPALES

En tout **368** bulletins de vote ont été créés, un par commune.

**113** logos ont été retravaillés, dont **14** pour des nouveaux candidats/partis politiques.

**12** imprimeries ont réalisé l'impression des bulletins de vote.

Comme pour les élections précédentes, **2** types de designs ont été créés : **1** spécimen que les candidats pouvaient utiliser pour la campagne et **1** authentique, pour le vote lui-même.

## Les différentes méthodes de sécurisation

Pour la sécurisation du bulletin de vote, ECES a détaillé à la CENI plusieurs options pour rendre le bulletin plus sûr, notamment :

### 1. La photochromie

Cette technique assez répandue utilise une encre spéciale dont la couleur change en fonction de la lumière. Ainsi, en intérieur sous une lumière minimale, la couleur est verte mais sous la lumière du jour, celle-ci devient jaune. L'avantage est que cette technique ne requiert aucun outil de vérification.

### 2. L'encre thermochromique

Cette technique utilise une encre spéciale qui change également de couleur mais selon la température.

### 3. La micro impression

Très répandue et très efficace, cette technique prévoit l'ajout d'un texte ou d'un fond en miniature qui n'est visible qu'avec un type précis de loupe. Le bulletin ne peut être photocopié ou scanné sans que le texte ne devienne illisible. Cette technique performante requiert toutefois une très bonne imprimerie pour que le système fonctionne.

### 4. Le filigrane

Il s'agit d'insérer une image ou un texte visible en transparence.

### 5. La technique des deux couleurs

Il s'agit d'utiliser deux encres spéciales de couleur, visibles uniquement à l'aide d'un outil spécial. C'est une façon de sécuriser les documents très performante, peu connue du grand public, mais très utilisée par de nombreuses institutions à travers le monde pour sécuriser leurs documents sensibles.

## PUBLICATION DES RÉSULTATS À J+1 : PARI RÉUSSI POUR LA CENI



**La fiabilité des résultats est l'enjeu principal d'une élection crédible.** Si elle n'est pas garantie, le processus dans son ensemble vacille. C'est pourquoi ECES a prévu un appui à la CENI dans la transmission de ces derniers :

- en mettant à sa disposition un **expert dans ce domaine** ;
- en contribuant au **développement d'un logiciel de traitement et de transmission des résultats efficient, fiable et rapide** et ;
- en fournissant les **équipements électriques et informatiques des Centres Communaux de compilation des Résultats (CCCR)**.

Pour ce qui concerne la procédure de gestion et de transmission des résultats, la CENI a travaillé avec plusieurs autres partenaires internationaux tels que l'USAID, IFES ou le PNUD. La coordination entre les acteurs était donc fondamentale pour la bonne mise en place du système.

Grâce à un dispositif de double contrôle permanent effectué en présence des membres du bureau de vote, des observateurs, des candidats ou de leurs mandataires, **le système de transmission des résultats était entièrement sécurisé.**

Un scénario très précis où chaque membre du CCCR avait un rôle spécifique à jouer a été préalablement défini. Ce scénario a fait l'objet d'une procédure disséminée à travers des formations dans tout le pays et enregistrée dans un manuel distribué dans tous les CCCR.

Le logiciel utilisé était entièrement sécurisé **grâce à un système de codage.** En cas de besoin, des centres d'appui technique avaient été prévus avec des équipes dans toutes les provinces. Plusieurs alternatives avaient en effet été envisagées pour être en mesure de réagir rapidement à toute situation.

### Les éléments de confiance du système de transmission des résultats :

- L'accès règlementé aux données aux seules personnes autorisées ;
- La confirmation de l'état vide de la base de données avant le début de la saisie ;
- La mise en conformité des résultats saisis avec les résultats issus du bureau de vote ;
- Le cryptage des données pendant leur transmission au siège de la CENI ;
- La vérification de la conformité des résultats entre le siège et le CCCR par téléphone et manuellement.

**Objectif de la CENI** : publication des résultats à J+1.

Nombre de CCCR : **45 en 2012**  
**368 en 2015**

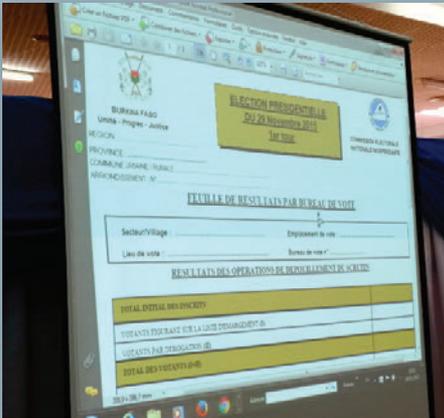
Les CCCR étaient basés dans les **349** communes et les **19** arrondissements de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.



*Le Président Kérékou donnant les résultats provisoires à J+1*



Le Directeur de l'Informatique et du fichier électoral et l'expert ECES présentant le système de transmission des résultats



Exemple de feuille de résultats

A plusieurs reprises, le système de transmission a été présenté aux candidats à la présidentielle et aux législatives, aux bailleurs et aux euro-députés, par le Directeur de l'Informatique et du Fichier Electoral, Nouroudine Tall et par Jonathan Seke, l'expert ECES en transmission. **Des cas pratiques de remontée des résultats ont été simulés** et cette **transparence donnée au système**, grandement appréciée tant par la société civile que par les candidats, a contribué à l'acceptation des résultats, comme l'a constaté Françoise Toe, candidate à la présidentielle, « quand nous avons confiance dans le processus et dans le logiciel, il n'y a pas lieu de faire de contestations ».

Autre élément important de confiance, les résultats une fois compilés, ont été immédiatement publiés, commune par commune, permettant ainsi de dessiner des tendances tout au long de la journée, en toute transparence.

**L'objectif de la CENI**, maintes fois répété par son Président, **était de publier les résultats de la présidentielle à J+1**. L'enjeu était en effet, dans un contexte politique fragile, de réduire le plus possible l'attente et donc l'incertitude. Bien que fort ambitieux, **ce pari, grâce à la performance du système mis en place, a été réussi**. La CENI a publié les résultats à J+1 sous un tonnerre d'applaudissements de la salle.

**ECES est particulièrement fier d'avoir pu contribuer à la réussite de ce pari dans un contexte d'élections historiques. Celles-ci le sont donc désormais à double titre.**

Le même procédé a été suivi, avec autant de succès, pour les législatives dont les résultats ont été publiés au fur et à mesure de leur compilation, le surlendemain.

# UNE GESTION FINANCIÈRE EN TOUTE TRANSPARENCE GRÂCE À UN SUIVI COMPTABLE IMMÉDIAT

**ECES accorde une grande importance au suivi financier et à l'évaluation de tous ses projets.**

En tant que fondation privée à but non lucratif, les comptes d'ECES sont audités annuellement et publiés à la Banque Nationale de Belgique. De plus, tous ses projets financés par l'Union Européenne font également l'objet d'une ou plusieurs vérifications spécifiques des dépenses, tel que prévu dans les contrats.

En prenant en compte l'enveloppe financière conséquente du projet PACTE-BF, la particularité de sa constitution en panier commun, et afin de pouvoir assurer en toute transparence l'imputabilité des coûts, les procédures de vérification financières suivantes ont été mises en œuvre :

- Une **vérification des procédures** a permis de valider les processus et les procédures de gestion administrative et financière du projet, **au regard des procédures opérationnelles standard du projet indiquées dans le Guide pratique de l'Union Européenne (PRAG)** ;
- **Des vérifications régulières des dépenses permettent de les certifier** et de s'assurer ainsi en permanence de la bonne gestion financière du projet. Ces vérifications sont un préalable au décaissement de chaque nouvelle tranche de financement.

Afin de garantir le constant suivi financier de PACTE-BF, Democracy Essentials, l'organisation chargée du suivi informatique d'ECES **a créé et mis en place un logiciel spécialement conçu d'après les besoins d'ECES** et du projet.

Ce logiciel permet **d'accéder en temps réel au niveau de consommation de chaque ligne budgétaire** et aux pièces justificatives de chaque dépense. Le fonctionnement est très simple : chaque facture validée et payée est scannée et téléchargée dans le logiciel qui en déduit donc le montant à partir de la ligne budgétaire correspondante telle que contractuellement signée. Ceci permet une **gestion financière transparente et exacte, et l'anticipation de potentiels problèmes** puisque le personnel de supervision financière d'ECES à Bruxelles y a également accès. Ceci facilite également la préparation des nombreux audits prévus par le projet.



*Exemple de visibilité*

Toujours en accord avec le plan de visibilité, le projet a produit :

- Le logo du projet ;
- Le visuel du projet ;
- Le cachet du projet qui est apposé dans toutes les correspondances officielles ;
- L'en-tête des lettres ;
- Les étiquettes de codage du matériel ;
- Des bannières et banderoles ;
- Des posters, affiches, brochures, pochettes ;
- Des T-shirts ;
- Des outils de promotion distribués lors des différents événements comme les kits pour les formations ;
- Les certificats pour les formations répondant aux exigences de visibilité des bailleurs ;
- Les étiquettes sur le matériel acquis pour le compte de la CENI.

PME-Conseils, entreprise certifiée ISO 9001 et partenaire de longue date d'ECES dans la gestion financière des projets et du siège, contribue à garantir la solidité financière de PACTE-BF.

En apportant une assistance spécialisée et les conseils nécessaires et en fournissant une expertise financière et une comptabilité analytique spécifiquement adaptées à la supervision des projets, PME-Conseils participe à la bonne performance de la gestion financière et comptable du projet.

PME-Conseils s'assure également que les rapports budgétaires et financiers développés dans le cadre du projet soient en ligne avec les exigences des bailleurs.

The logo for PME-conseils features the text 'PME-conseils' in a serif font. The 'PME' is in a dark color, and 'conseils' is in a reddish-brown color. To the left of the text is a dark horizontal bar.

De plus, afin d'assurer une visibilité financière permanente et une bonne supervision du projet, Democracy Essentials, l'organisation en charge de l'appui informatique à ECES, a développé et installé un logiciel de gestion financière fait sur mesure pour répondre aux besoins d'ECES et du projet.

Dans la mise en oeuvre de PACTE-BF, ECES travaille sur la base des coûts réels encourus. Les coûts prévisionnels ne sont jamais utilisés par ECES sur les lignes budgétaires des ressources humaines puisque les dépenses sont basées sur les frais réels. Concernant l'audit des procédures et les vérifications des dépenses, et en accord avec la décision de la Délégation de l'Union européenne, ECES a finalisé un contrat avec l'entreprise 2ac pour la réalisation des 6 exercices prévus au cours du projet. En ce qui concerne la vérification des dépenses, **91% des dépenses du projet ont déjà été vérifiées par 2ac**. En effet, le calendrier de vérification des dépenses pour PACTE-BF est l'occasion de contrôler en permanence l'efficacité budgétaire et le respect des procédures suivies pour la mise en place du projet.

## Evaluations externes

PACTE-BF organise également des **évaluations externes** (à mi-parcours et finale) **afin d'évaluer objectivement les résultats et les réalisations des activités mises en oeuvre, et d'obtenir une vision d'ensemble de la gestion du projet**. Les évaluations externes sont également à même de fournir des conseils techniques et des recommandations sur la manière d'améliorer la gestion du projet. A cet effet, PACTE-BF attache la plus grande attention à la mise en oeuvre des recommandations contenues dans les rapports d'évaluation.

Ces initiatives contribuent ainsi à renforcer l'évaluation interne du projet tout en consolidant les bonnes pratiques qui pourront être utilisées dans de futurs projets.

L'évaluation à mi-parcours de PACTE-BF a été menée lors d'une mission à Ouagadougou entre le 1<sup>er</sup> et le 20 février 2016, pendant laquelle les évaluateurs ont rencontré un panel représentatif d'acteurs locaux impliqués dans l'organisation des élections de 2015, comme la CENI et la société civile, mais également les partenaires techniques et financiers de PACTE-BF.

Ils ont également été en contact avec la Mission d'observation des élections de l'UE (MOE UE) et ont participé au séminaire de la MOE UE destiné à développer le rapport final d'observation. Cette évaluation à mi-parcours a permis de prendre en compte les recommandations faites par la MOE UE et autres missions d'observation régionales et nationales pour la mise en oeuvre de la dernière partie du projet qui vient en appui aux élections municipales.

*PACTE-BF étant conforme aux stratégies de l'UE et de ses partenaires, le projet est donc absolument cohérent et complémentaire avec les politiques du pays partenaire et les interventions des donateurs en général et particulièrement de l'UE et des États Membres.*

*Le projet PACTE-BF a permis à l'Union européenne de réaliser les objectifs de sa politique de développement, reflétée notamment dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, l'accord de partenariat de Cotonou et avec le «programme pour le changement», sans contradiction interne ni contradiction par rapport aux autres politiques communautaires.*

*Au regard des critères de l'évaluation, le projet PACTE-BF constitue, en l'état d'exécution actuel, une réussite qui devrait avoir valeur d'exemple dans le domaine de l'assistance électorale par sa contribution à l'organisation d'élections crédibles, transparentes et pacifiques au Burkina Faso à travers le renforcement des capacités des parties prenantes aux processus électoraux (...).*

*Le projet PACTE-BF a su enfin maîtriser la mécanique complexe de l'organisation matérielle et logistique de deux scrutins simultanés. L'ensemble des PTF et les acteurs locaux ont d'ailleurs dressé le même constat du succès de PACTE-Burkina Faso et ont remarqué le professionnalisme et les hautes compétences et capacités d'ECES pour mettre en œuvre un projet, en soulignant leurs connaissances des procédures financières de l'UE, leur flexibilité et réactivité.*

Extrait de l'évaluation à mi-parcours de PACTE-BF



Rencontre entre les représentants PACTE-BF et les membres de la MOE UE au Burkina Faso

## Une stratégie de visibilité active

PACTE-BF a développé un plan de visibilité approuvé par tous les bailleurs. **Ce plan est parfaitement en accord avec les lignes directrices de l'Union Européenne, détaillées dans le Manuel de Communication et de Visibilité pour les actions extérieures de l'Union Européenne.**

Le projet a développé et présenté à la Délégation de l'UE et aux représentations diplomatiques des États membres le site Internet dédié au projet PACTE-BF [www.pacte-burkinafaso.eu](http://www.pacte-burkinafaso.eu), qui a été officiellement lancé en mai 2015.

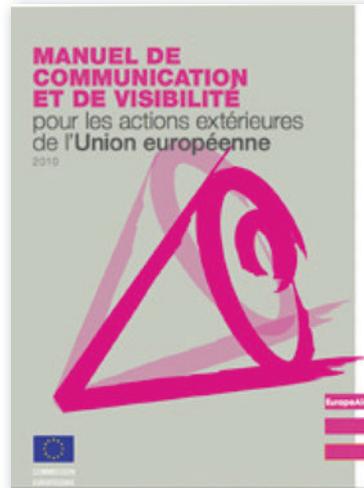
**Le site de PACTE-BF est le principal outil de communication du projet** et il contient toutes les informations et la documentation pertinente qui y sont liées. Toutes les réalisations de PACTE-BF y sont présentées régulièrement via des articles et des albums photos ou des vidéos, et toute personne intéressée peut y trouver de manière claire et didactique les objectifs, le fonctionnement et la méthodologie du projet.

De plus, **le site internet a été un outil essentiel pour diffuser des informations liées à la mise en œuvre des activités du projet** telles que les appels d'offres et les clarifications apportées.

De manière générale, tous les événements, activités et dernières nouvelles du projet ont bénéficié d'une constante couverture médiatique, via le site de PACTE-BF mais aussi via le site web (EN et FR), la page Facebook et le compte Twitter d'ECES.



[www.pacte-burkinafaso.eu](http://www.pacte-burkinafaso.eu)



Exemples de produits de visibilité





### ECES Burkina Faso

Rue Tantandé, porte 237  
Zone du Bois  
01 BP 5737 Ouagadougou 01  
[www.pacte-burkinafaso.eu](http://www.pacte-burkinafaso.eu)  
[www.eces.eu](http://www.eces.eu)

### ECES siège

Avenue Louise 209/A, 1050  
Bruxelles, Belgique  
[www.eces.eu](http://www.eces.eu)  
[www.facebook.com/eces.eu/](https://www.facebook.com/eces.eu/)

